

9. Chauffage / Climatisation/Gaz

L'alimentation des appareils d'émission de chaleur des locaux est réalisée depuis le local sous-station située au rez-de-jardin. Les ballons d'eau chaude sanitaire placés dans la sous-station sont alimentés par des pompes à chaleur air-eau situées dans l'enclos technique au rez-de-chaussée (côté cour technique). Cette partie du bâtiment est non accessible au public.

Le traitement d'air des locaux est assuré par système double flux depuis 2 locaux CTA :

- 1 local CTA hall des bassins situé au rez-de-chaussée ;
- 1 local CTA vestiaires situé au sous-sol technique.

Ces deux parties du bâtiment ne sont pas accessibles au public.

10. Locaux à risques particuliers

Le local suivant est à risques importants :

- Local poubelle située au rez-de-jardin accessible exclusivement depuis la cour extérieure.

Les parois du local à risques importants sont EI 120 et la porte est EI 60C et barre antipanique, l'ouverture se fait vers la sortie.

Les locaux suivants sont à risques moyens :

- Local matériel au RDC ;
- Local nettoyage au RDC ;
- Local TGBT au rez-de-jardin (RDJ) ;
- Les deux locaux de stockage produits de traitement au RDJ ;
- Local matériel nettoyage au RDJ
- Local vélos au RDJ ;
- Les locaux de traitement d'eau au R-1 ;
- Local CTA vestiaires au R-1.

Les parois des locaux à risques moyen sont EI 60 et porte EI 30C.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16 JUL. 2025

11. Moyens de secours

Les moyens de secours sont les suivants :

- Un équipement d'alarme de type 2a associé à un système de sécurité incendie de catégorie B :
 - o Alarme générale temporisée sans précision du temps de temporisation ;
 - o Matériels centraux situés derrière la banque d'accueil du hall au RDC ;
- Des extincteurs à eau pulvérisée de 6l au moins (la distance pour atteindre un extincteur ne dépasse pas 15 mètres) et appropriés aux risques particuliers ;
- Un téléphone urbain fixe pour donner l'alerte (installé dans l'infirmerie) ;
- Affichage de plans (évacuation et intervention) et de consignes de protections contre l'incendie.

12. Installations photovoltaïques (voir observations)

Les panneaux photovoltaïques sont installés en ombrière au-dessus du local CTA Hall des bassins, accessible depuis le parvis d'entrée. Ce local est prévu à ciel ouvert. La surface de l'ombrière est d'environ 115 m². Un chemin de ronde (en caillebotis métallique) est prévu en périphérie des panneaux pour assurer la maintenance technique.

Le système électrique est distinct des autres installations (locaux à risques) et une coupure d'urgence est mise en place. Une coupure électrique, non accessible au public, est positionnée à proximité de la banque d'accueil au RDC.

L'installation est réalisée conformément au guide UTE C15-712 et préconisations de l'ADEME et du SER : « Spécifications techniques relatives à la protection des personnes et des biens dans les installations photovoltaïques raccordées au réseau » du 1er décembre 2008.

L'installation des panneaux photovoltaïques est également conforme aux prescriptions de l'avis de la commission centrale de sécurité du 7 février 2013, notamment sur les points suivants :

- Coupure d'urgence de la liaison DC au plus près de la chaîne PV. Elle est pilotée à distance et implantée à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment.
- Les câbles DC cheminent en extérieur dans l'espace compris entre les panneaux et l'étanchéité. Ils pénètrent directement dans le local onduleur.

- Un cheminement périphérique de 50cm est mis en place. Il permet d'accéder aux installations techniques du toit.
- Le local onduleur a des parois EI 60.
- Un signallement normalisé est disposé au niveau de la coupure générale, du local onduleur, de l'entrée du bâtiment (accès des secours), sur les câbles DC tous les 5m. L'installation PV est également signalée sur les plans d'évacuation.

CLASSEMENT

a) Activité : Piscine couverte

b) Effectif déclaré

NIVEAU	LOCAUX	TYPE	MODE DE CALCUL DES EFFECTIFS	PUBLIC	PERSONNEL
TOITURE	Terrasse du personnel, enclos et cours technique, Panneaux photovoltaïque	/	/	/	Personnel inclus dans le public
RDC	Hall d'accueil du public, locaux administratifs	X	Déclaration du maître d'ouvrage	300	
RDJ	2 bassins	X			
SS	Locaux techniques	/	Non accessible au public	/	
TOTAL				300	/

Soit au total : 300 personnes

c) Classement

Type : X
Catégorie : 4^{ème}

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16 JUL. 2025

REGLEMENTATION APPLICABLE AUX E.R.P.

- Code de la construction et de l'habitation - Articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 ainsi que R 184-4 et R 184-5, relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité, dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif au type X.
- Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ETABLISSEMENT

Date de la dernière visite périodique : projet

Nom, qualité et coordonnées du demandeur :

Etablissement public d'aménagement Euroméditerranée représentée par Madame COUSI Aurélie – directrice générale

Nom, qualité et coordonnées du maître d'œuvre :

Atelier RAUM représenté par Monsieur PERRAUD Julien – 02 85 37 06 31 – contact@raum.fr

DOCUMENTS PRESENTES

Un dossier comprenant :

- Cerfa permis de construire du 04/03/2025 ;
- Notice de sécurité de février 2024 ;
- Un jeu de plans de février 2025.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16 JUL. 2025

OBSERVATIONS

Dégagements :

Concernant les différentes configurations modulables des vestiaires, le maître d'ouvrage propose de limiter et de restreindre l'accès à certains espaces en fonction de l'affluence du public. Dans une des configurations, un dégagement n'est plus accessible au public (la diminution de l'effectif n'est pas connue). Les différentes configurations ne permettant pas de vérifier que les distances à parcourir sont réglementaires.

Une demande d'avis doit être déposée afin de vérifier que :

- Les distances à parcourir sont réglementaires ;
- L'absence de cul-de-sac.

D'autres part, les portes des cabines de déshabillage et des sanitaires, s'ouvrant sur l'intérieur doivent pouvoir être déverrouillés et dégondés de l'extérieur conformément à l'article X 12. Ce point n'est pas précisé dans la notice.

Désenfumage :

- Concernant la zone bassin d'apprentissage/pataugeoire :

La surface libre totale des amenées d'air doit être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumée.

Pour une hauteur de référence de 3,35 m, l'épaisseur de la couche de fumée est au moins égale à 25% de la hauteur de référence (H) soit un écran de cantonnement d'une hauteur de 0,83 m.

La commande manuelle de la zone de désenfumage se situe dans la zone bassin d'apprentissage/pataugeoire, l'établissement étant équipé d'un SSI de catégorie B, les commandes manuelles doivent être exclusivement réalisées à partir du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).

- Concernant la zone vestiaires au RDJ et le hall au RDC :

La surface libre totale des amenées d'air doit être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumée.

Ces deux zones communiquent entre elles par l'intermédiaire d'un escalier non encloué et sont accessibles au public. Toutefois cet escalier est muni d'un écran de cantonnement au droit de la volée d'escalier.

Pour une hauteur de référence de 3,41 m, l'épaisseur de la couche de fumée est au moins égale à 25% de la hauteur de référence (H) soit un écran de cantonnement d'une hauteur de 0,85 m.

Pour rappel, l'établissement étant équipé d'un SSI de catégorie B, les commandes manuelles doivent être exclusivement réalisées à partir du centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI).

Traitement des eaux de piscine :

L'article X 3 indique qu'il existe différents modes de traitement des eaux des bassins des piscines, qui sont décrits dans l'annexe de l'arrêté du 04 juin 1982 relatif au type X.

La notice ne précise pas le mode de traitement retenu.

PRESCRIPTIONS

1. Réaliser les aménagements conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur, articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 du code de construction et de l'habitation ; Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.
2. Aménager les portes des cabines de déshabillage et des sanitaires, s'ouvrant sur l'intérieur afin de pouvoir être déverrouillés et dégondés de l'extérieur, article X 12 §2.
3. Déposer une demande d'avis concernant la mise en œuvre des différentes configurations modulables des vestiaires, article R.143-13.
4. Doter les planchers hauts des locaux à risques importants avec des parois ayant un degré de résistance au feu coupe-feu de degré deux heures, article CO 28.
5. Doter les planchers hauts des locaux à risques moyens avec des parois ayant un degré de résistance au feu coupe-feu de degré une heure, article CO 28.
6. Aménager les écrans de cantonnement des zones de désenfumage « bassin d'apprentissage/pataugeoire » et « vestiaires » conformément à l'instruction technique IT 246 §7.1.2.
7. Aménager une surface libre totale des amenées d'air des zones de désenfumage « bassin d'apprentissage/pataugeoire » et « vestiaires » afin d'être au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumée des locaux correspondants, instruction technique IT 246 §7.1.4.
8. Installer les commandes manuelles des zones de désenfumage « bassin d'apprentissage/pataugeoire » et « vestiaires » au centralisateur de mise en sécurité incendie (CMSI), article DF 4 et instruction technique IT 246.-
9. Respecter les dispositions décrites dans l'annexe de l'arrêté du 04 juin 1982 relatif au type X, en fonction du mode de traitement des eaux des bassins choisi, article X 3.
10. Aménager les dispositifs d'éclairage naturel en toiture (oculi) conformément à l'article CO 18.
11. Doter d'antidérapants le revêtement de sols des douches et des locaux fréquentés par des personnes ayant les pieds nus, article X 16.
12. Aménager les éléments de séparation non établis de plancher à plafond en matériaux de catégorie M3, article X 17.
13. Aménager les pédiluves avec une profondeur ne devant pas dépasser 0,15 mètre, article X 8.
14. Aménager le lanterneau de désenfumage (exutoire) de la zone bassin d'apprentissage/pataugeoire situé au droit de l'ombrière accueillant les panneaux photovoltaïques, à une distance de 0,90 mètre des panneaux photovoltaïques, article R.143-13.
15. Transmettre à la direction de la protection des populations et de la gestion des risques (dpgr-erp@marseille.fr) copie secrétariat de la commission communale de sécurité (prevention@bmpm.gouv.fr) pour étude et avis les documents de détail (plans et notices techniques) concernant :
 - la défense extérieure contre l'incendie (1 plan de situation, 4 plans de masse à l'échelle faisant apparaître les canalisations du réseau incendie avec leurs diamètres, les points d'eau incendie, les débits, les vannes de barrage (si PIP) et les raccords d'alimentation des colonnes en charge et sèches).

16. Doter l'établissement d'un défibrillateur automatisé externe (DAE), article R.157-1 du CCH.

16 JUL. 2025

Installations photovoltaïques :

L'installation de panneaux photovoltaïques doit respecter les prescriptions du présent procès-verbal.

D'autre part, un lanterneau de désenfumage de la zone bassin d'apprentissage/pataugeoire est situé au droit de l'ombrière accueillant les panneaux photovoltaïques. Ce dernier doit se trouver à une distance de 0,90 mètre des panneaux photovoltaïques

Concernant la défense extérieure contre l'incendie un dossier d'approbation doit être déposé.

D'autre part la notice de sécurité ne précise pas les éléments suivants :

- Les degrés de résistance au feu des planchers hauts des locaux à risques particuliers n'est pas précisée dans la notice ;
- La profondeur des pédiluves ;
- Aucune information n'est donnée sur les dispositifs d'éclairage naturel présents en couverture (oculi au droit des vestiaires et de la pataugeoire) ;
- Aucune information n'est donnée sur le revêtement de sols des douches et des locaux fréquentés par des personnes ayant les pieds nus ;
- Aucune information n'est donnée sur les éléments de séparation non établis de plancher à plafond.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16 JUIL. 2025

Prescriptions relatives à l'installation de panneaux photovoltaïques :

17. Réaliser les aménagements conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur, articles R 143-1 à R 143-47 et R 157-1 à R 157-4 du code de construction et de l'habitation ; Code du travail, 4ème partie et son décret d'application n°2008-244 du 7 mars 2008.
18. Réaliser l'installation conformément aux textes en vigueur, notamment les normes NFC 15-100, 14-100 et UTE C15-712-1 et l'avis de la commission centrale de sécurité en date du 07/03/2013 et relatif aux installations photovoltaïques.
19. La mise en place d'une installation photovoltaïque est réalisée conformément aux dispositions réglementaires applicables au bâtiment concerné en matière de prévention contre les risques d'incendie et de panique.
20. Toutes les dispositions sont prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension. Cet objectif peut notamment être atteint par les dispositions suivantes :
 - Un système de coupure d'urgence de la liaison DC est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec la commande de la coupure du réseau de distribution ;
 - Les câbles DC cheminent en extérieur sous protection mécanique s'ils sont accessibles et pénètrent directement dans chaque local technique onduleur du bâtiment ;
 - Les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, protégés de toute agression, au plus près des modules, sans pénétration de câbles DC dans la construction ;
 - Les câbles DC cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur, et sont placés dans un cheminement technique protégé, situé hors locaux à risques particuliers, et de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes ;
 - Les câbles DC cheminent uniquement dans le volume où se trouvent les onduleurs. Ce volume qui ne constitue pas un local, est situé à proximité immédiate des modules. Il n'est accessible ni au public, ni au personnel ou occupants non autorisés. Le plancher bas de ce volume est stable au feu du même degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.
21. Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs est positionnée de façon visible à proximité du dispositif de mise hors tension du bâtiment et identifiée par la mention : " Attention - Présence de deux sources de tension : 1- Réseau de distribution ; 2- Panneaux photovoltaïques " en lettres noires sur fond jaune.
22. Un cheminement d'au moins 90 cm de large est laissé libre autour du ou des champs photovoltaïques installés en toiture. Celui-ci permet notamment d'accéder à toutes les installations techniques du toit (exutoires, climatisation, ventilation, visite...).
23. La capacité de la structure porteuse à supporter la charge rapportée par l'installation photovoltaïque est justifiée par la fourniture d'une attestation de contrôle technique relative à la solidité à froid par un organisme agréé.
24. Lorsqu'il existe, le local technique onduleur a des parois de degré coupe-feu égal au degré de stabilité au feu du bâtiment, avec un minimum de 30 minutes.
25. Sur les plans du bâtiment, destinés à faciliter l'intervention des secours, les emplacements du ou des locaux techniques onduleurs sont signalés.
26. Le pictogramme dédié au risque photovoltaïque est apposé :
 - A l'extérieur du bâtiment à l'accès des secours ;
 - Aux accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ;
 - Sur les câbles DC tous les 5 mètres.
27. Sur les consignes de protection contre l'incendie sont indiqués la nature et les emplacements des installations photovoltaïques (toiture, façades, fenêtres, ...).

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16⁵ JUIL. 2025

PV n°476-25 du 13/06/2025

28. Faire réceptionner les travaux par un organisme agréé et faire établir un rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT), conformément à l'article GE 3.
29. Faire établir par un contrôleur technique une attestation de bonne exécution de la mission solidité (mission L) et de solidité de l'ouvrage, lorsque son intervention est requise, article GE 3 et articles 4 et 46 au décret n°95-260 du 08 mars 1995.
30. Transmettre à la mairie de Marseille service DPPGR/ERP(dpgr-erp@marseille.fr), copie au secrétariat de la commission communale de sécurité (prevention@bmpm.gouv.fr), préalablement à la visite de réception des travaux visés, et conformément au décret n°95-260 du 08 mars 1995 :
- Le courrier de l'exploitant adressé au Maire de Marseille et sollicitant la réception des travaux ;
 - Le rapport de vérifications réglementaires après travaux, sans non-conformité ;
 - L'attestation du contrôleur technique lorsque son intervention est requise, précisant qu'il a bien exécuté l'ensemble de la mission L (solidité) ;
 - L'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatif à la solidité conformément aux textes en vigueur.
31. Réaliser et mettre à disposition des services d'incendie et de secours, au niveau des accès, le plan d'intervention des locaux comprenant l'identification de ces derniers, la position des organes de coupure d'urgence (eau, gaz, électricité), des moyens de défense contre l'incendie propres à l'établissement (extincteurs, etc.) et des locaux techniques spécifiques, conformément à la norme NF X 08-070, conformément à la norme NF X 08-070 (MS 41).
32. Transmettre le plan d'intervention sous format informatique *.pdf à la Division Prévention - Ville de Marseille- Bataillon de Marins Pompiers de Marseille- prevention@bmpm.gouv.fr.

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16 JUIL. 2025

DECISION

A l'issue de la réunion, la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, après prise en compte des avis écrits motivés, émet un :

Avis FAVORABLE

à

- **Demande de permis de construire n°013055 25 00130 du 04/03/2025 – Construction d'une piscine municipale couverte – Piscine Bougainville.**

La commission rappelle les dispositions de l'article R143.34 du Code de la Construction et de l'Habitation :

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cour d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

LE PRESIDENT

Monsieur Jean-Pierre COCHET



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le

16 JUIL. 2025

